

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
1^{er} février 2022
Français
Original : arabe

**Assemblée générale
Soixante-seizième session
Point 38 de l'ordre du jour
La situation au Moyen-Orient**

**Conseil de sécurité
Soixante dix-septième année**

**Lettres identiques datées du 28 janvier 2022,
adressées au Secrétaire général et à la Présidente
du Conseil de sécurité par la Représentante permanente
du Liban auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement et comme suite aux lettres identiques datées du 23 novembre 2021 adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies ([S/2021/969](#)) et celles datées du 27 décembre 2021 adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies ([S/2021/1085](#)), je voudrais réaffirmer ce qui suit :

Dans les deux lettres susmentionnées, il a été fait référence aux lettres datées du 2 février 2017 et du 21 décembre 2017 adressées par le Représentant permanent d'Israël, concernant le cycle antérieur d'attribution de licences d'exploitation au large, lancé par le Liban, lequel avait répondu aux allégations figurant dans ces lettres dans ses communications 574/2017 et 154/2018, respectivement datées du 20 mars 2017 et du 26 janvier 2018.

En réponse aux allégations portées par Israël concernant le récent cycle d'attribution de licences de forage au large, lancé par le Gouvernement libanais, selon lesquelles les lieux en question se trouvent dans les zones maritimes israéliennes, le Liban affirme que toutes les activités évoquées sont menées dans sa zone économique exclusive et non négociable.

Le Liban appelle l'attention sur les arguments juridiques et les solides éléments de preuve qu'il avait présentés lors des négociations indirectes de Naqoura, lesquels l'habilitent à étendre ses activités économiques vers le sud.

Par respect pour le volet des négociations, qui n'a pas encore débuté, et en attendant la conclusion des négociations indirectes, on ne saurait parler de zone économique israélienne établie, contrairement à ce qu'affirme Israël au sujet du champ de Karish. Cette assertion a poussé le Liban à dénoncer officiellement, dans sa lettre datée du 18 septembre 2021 ([A/76/351-S/2021/812](#)), tous travaux de forage



dans les zones contestées, afin d'éviter de prendre des mesures pouvant menacer la paix et la sécurité internationales.

Le Liban demande au Conseil de sécurité d'amener Israël à respecter les exigences énoncées dans ses lettres identiques précitées datées du 27 décembre 2021 (S/2021/1085), à s'abstenir de toute activité dans les zones contestées, notamment l'octroi de droits à toute tierce partie, et de toute activité d'exploration, de forage ou d'exploration de ressources naturelles, et à s'employer à faire progresser les négociations indirectes. Il prie également toutes les parties tierces concernées de respecter sa position légitime.

Le Liban compte sur l'aboutissement de la médiation entreprise par les États-Unis d'Amérique et réaffirme son attachement à une solution négociée sous l'égide de l'ONU sur la question de la frontière maritime, à savoir la reprise des négociations au point où elles avaient été interrompues, la seule condition préalable étant le respect des lois internationales applicables. Il convient de noter à cet égard qu'il n'a pris aucune autre mesure, par respect pour la médiation en cours.

Si les négociations indirectes ne produisent pas de résultat concerté, le Liban se réserve pleinement le droit de soumettre toute demande ultérieure et de revoir les limites de sa zone économique exclusive, conformément à l'article 3 du décret n° 6433 du 1^{er} octobre 2011.

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 38 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité, et de faire publier la présente lettre et les lettres susmentionnées du Liban sur le site Web de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer ainsi que dans le prochain numéro du Bulletin du droit de la mer.

L'Ambassadrice,
Représentante spéciale
(Signé) Amal **Mudallali**